



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

## États membres

Question au Gouvernement n° 3404

### Texte de la question

#### SITUATION DE LA GRÈCE

M. le président. La parole est à M. Pierre Lequiller, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Pierre Lequiller. Monsieur le Président, monsieur le Premier ministre, mes chers collègues, les récents rebondissements de la crise grecque placent une nouvelle fois l'Europe devant ses responsabilités.

Grâce à la force d'impulsion et de conviction du Président de la République, en accord avec la Chancelière, le couple franco-allemand a réussi à dégager les voies d'une solution durable, reposant sur trois piliers. Le premier est la solidarité européenne vis-à-vis de la Grèce. Nous devons affirmer notre volonté absolue de défendre l'euro. Cela impose le déblocage conditionnel des tranches des prêts décidés en mai 2010 et surtout de définir rapidement un nouveau plan de soutien. Le second pilier est l'indispensable effort de la Grèce, pour réduire ses déficits et sa dette et engager les réformes nécessaires : à cet égard, le vote de confiance intervenu au Parlement grec hier est de bon augure. Le troisième pilier, nouveau, est la participation, justifiée, du secteur privé sous la forme d'une reconduction volontaire des dettes arrivant à échéance.

Dans la perspective du Conseil européen de demain, puis de l'Eurogroupe le 3 juillet, pouvez-vous préciser quelles positions la France compte défendre s'agissant de ces trois piliers : montants de prêts supplémentaires, efforts demandés à la Grèce, intervention des créanciers privés ?

Nous vivons une crise grave. Le groupe UMP est convaincu que, pour la surmonter, il faudra toujours davantage d'unité et de volonté. L'enjeu de la défense de l'euro et de l'Europe est capital. Nous sommes fiers, monsieur le Premier ministre, du rôle moteur que, une fois de plus, joue la France. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. François Fillon, Premier ministre.

M. François Fillon, *Premier ministre*. Monsieur le président de la commission des affaires européennes, depuis le début de la crise des dettes souveraines, l'Europe a montré, malgré toutes les difficultés qui sont inhérentes à sa structure et au nombre de ses membres, une grande capacité de réactivité, d'adaptation, et nous avons pu faire preuve de solidarité. Nous avons trouvé des solutions à la crise portugaise, à la crise irlandaise.

M. Roland Muzeau. Ce sont les peuples qui paient !

M. François Fillon, *Premier ministre*. Nous avons mis en place de nouveaux instruments de solidarité financière. Nous avons fait des pas, sans doute insuffisants, mais qui constituent une avancée très importante dans le sens d'une plus grande discipline budgétaire des États membres de la zone euro et surtout dans le sens de la mise en place d'un véritable gouvernement économique de cette zone.

Je vous le dis : nous serons solidaires de la Grèce. Nous l'avons déjà été une première fois en apportant notre concours, et je voudrais remercier le Parlement français qui, dans une très grande unanimité, a soutenu...

Plusieurs députés du groupe de la Gauche démocrate et républicaine. Non, non !

M. François Fillon, *Premier ministre*. J'ai dit " très grande ", cela veut dire qu'elle n'est pas totale.

M. Jean-Pierre Brard. L'unanimité, ce n'est pas relatif : c'est ou ce n'est pas !

M. François Fillon, *Premier ministre*. J'essayais de vous faire passer pour des gens généreux, mais j'ai échoué, et je ne recommencerai pas. (*Rires et applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

Nous sommes donc décidés à faire de nouveau preuve de solidarité avec la Grèce, à condition que ce pays poursuive ses efforts de redressement et tienne tous les engagements qu'il a pris devant la communauté

internationale.

De ce point de vue, le vote, hier soir, du Parlement grec, qui a approuvé de nouvelles mesures de consolidation budgétaire et un ambitieux programme de privatisation, va permettre de lever, au début du mois de juillet, les obstacles qui subsistaient au versement d'une nouvelle tranche d'aides venant des pays européens et du Fonds monétaire international.

En étant solidaires de la Grèce, nous défendons notre monnaie et la stabilité des institutions financières. Je veux le dire très solennellement : ce n'est pas au moment où l'on constate une véritable reprise économique en Europe et dans le monde que nous pourrions prendre le risque de créer, par nos décisions, une nouvelle crise financière. Tel est, en tout cas, le sens de l'accord qui est intervenu cette semaine entre la France et l'Allemagne, et que le Conseil européen qui se réunira demain aura pour mission de confirmer.  
*(Applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.)*

## Données clés

**Auteur :** [M. Pierre Lequiller](#)

**Circonscription :** Yvelines (4<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3404

**Rubrique :** Union européenne

**Ministère interrogé :** Premier ministre

**Ministère attributaire :** Premier ministre

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 23 juin 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 23 juin 2011